

Concours du CAPES/CAFEP EXTERNE D'HISTOIRE et GÉOGRAPHIE 2019

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE HISTOIRE

Sujet :

Enseigner « Croissance économique, mondialisation et mutations des sociétés depuis le milieu du XIXe siècle » en classe de première

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A** : Extraits du programme d'histoire de la classe de première L/ES, B.O. spécial n°9 du 30 septembre 2010, et de la fiche Eduscol.
- **Document B** : Manuel d'histoire-géographie, classe de première L-ES, Alexandre Ployé (dir.), Magnard, Paris, 2015, p. 30-31.
- **Document C** : Manuel d'histoire, classe de première L-ES-S, Guillaume Le Quintrec (dir.), Nathan, Paris, 2016, p. 24-25.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D** : Céline Pessis, Sezin Topçu, Christophe Bonneuil (dir.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, Paris, La Découverte, 2013, p. 5-11.
- **Document E** : Frank Trentmann, « Le consommateur en tant que citoyen : synergies et tensions entre bien-être et engagement civique », *L'Economie politique*, vol.39, n°3, 2008, p. 7-20.

Document A : Extraits du programme d'histoire de la classe de première de la voie générale, B.O. spécial n°9 du 30 septembre 2010 et de la fiche Eduscol.

Extraits du programme

Thème 1 : Croissance économique, mondialisation et mutations des sociétés depuis le milieu du XIXème siècle

Question	Mise en oeuvre
Croissance et mondialisation	<ul style="list-style-type: none">- La croissance économique et ses différentes phases depuis 1850- Les économies-monde successives (britannique, américaine, multipolaire)

Extraits de la fiche Eduscol

Ce premier thème met en évidence les profonds bouleversements qu'a connus l'économie mondiale depuis le milieu du XIXe siècle sous l'effet de l'industrialisation et en analyse les conséquences sur les sociétés.

La question dans le thème

La question traite des profondes mutations de l'économie mondiale depuis le milieu du XIXe siècle. Sur la longue durée, s'impose un grand mouvement caractérisé par une croissance sans précédent et la mondialisation de l'économie. [...]

Si l'échelle mondiale est privilégiée, des acteurs (entrepreneurs, entreprises, consommateurs, Etat...), agissant à grande échelle, doivent être mobilisés pour construire une histoire ancrée dans les sociétés.

Propositions pour la mise en œuvre de la question

Orientations pour la mise en œuvre

Il ne s'agit pas d'étudier la croissance pour elle-même mais d'en montrer les moteurs, les variations dans le temps et l'espace, les effets sur le tissu économique, les bouleversements qu'elle occasionne.

Les élèves définissent la croissance qui est mise en relation avec le processus de mondialisation. Ils identifient **l'industrialisation comme socle de la croissance** et observent sa diffusion à d'autres aires géographiques après les années 1970-1980. Ils repèrent les changements de localisation des activités. Le processus de croissance peut être analysé en s'appuyant sur un exemple significatif. [...]

Histoire des arts

La question « croissance et mondialisation » peut être appréhendée à partir des productions artistiques qui ont détourné des biens de consommation, des équipements collectifs ou des paysages (Pop Art). Le professeur peut aussi puiser dans des œuvres littéraires (Emile Zola), cinématographiques (*Les Temps Modernes* de Charlie Chaplin), picturales et dans la production publicitaire [...].

Document D : Céline Pessis, Sezin Topçu, Christophe Bonneuil (dir.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, Paris, La Découverte, 2013, p. 5-11.

« Trente Glorieuses », voilà une expression qui colle aux plumes historiennes. Aujourd’hui encore les historiens et les historiennes peinent à s’en dépêtrer. Cela tient à la performativité d’un mythe créé par les promoteurs de la « modernisation » d’après-guerre. Cela s’explique aussi par la commodité d’une expression paresseusement reconduite ou encore par un effet générationnel de nostalgie par les historien.nes.s les plus âgé.e.s ayant grandi « dans le liquide amniotique de la croissance conquérante des années 1960 » (J.F. Sirinelli). L’expression fut inventée par Jean Fourastié en 1979, au sortir d’un cycle de croissance forte qui dura près de trois décennies. Elle renvoie aux Trois Glorieuses de juillet 1830 et postule ainsi le tranquille embourgeoisement de la France à travers une « révolution invisible de 1946 à 1975 ». Depuis Fourastié et y compris chez les historien.ne.s qui érigèrent la « modernisation » en acteur central et nécessaire de leur récit, les décennies d’après-guerre sont souvent vues comme une période de consensus sur les bienfaits du progrès scientifique et technique. La conflictualité sociale aurait porté sur la répartition des fruits de la croissance mais non sur le sens de progrès lui-même. Enivrée par la croissance, absorbée par les « Choses » (Georges Pérec), en marche vers une civilisation des loisirs et de la consommation, la population française aurait joyeusement embrassé, jusqu’au tournant de 1968, un modèle de société industrielle et technologique.

A cette vision, encore largement partagée, avec certains ménagements, par les courants historiens dominants, correspond un discours sociologique sur l’entrée toute récente dans une modernité enfin « réflexive » où les risques et dégâts environnementaux de nos modes de production et de consommation seraient au cœur de l’espace public. Cette réflexivité toute neuve, ruse progressiste du discours postmoderniste, ferait de nous des êtres plus conscients que nos prédecesseurs, mieux éclairés par des sciences plus complexes et plus ouverte à la société ; en somme sur la bonne voie (verte). Il ne s’agit pas pour les historien.nne.s de quitter une idéologie dominante pour en rejoindre une nouvelle ! Souvent basées sur une temporalité binaire, ces thèses sociologiques tendent à occulter la réflexivité environnementale des sociétés du passé, et notamment de la société française d’après-guerre, et éludent ainsi certaines racines et dimensions de la crise écologique contemporaine [...]

Un nouvel éclairage sur la période est donc plus que nécessaire. Il pourrait s’organiser autour de quatre chantiers : 1) remettre à bonne distance analytique la geste modernisatrice, 2) réintégrer dans le récit historien les effets secondaires du modèle de développement adopté après 1945, 3) redonner voix aux alertes sur les « dégâts du progrès », aux controverses et conflits autour de la modernisation, 4) mieux comprendre le gouvernement de la critique, c’est-à-dire les discours, instruments et stratégies qui ont maintenu ces critiques dans les marges.

Document E : Frank Trentmann, « Le consommateur en tant que citoyen : synergies et tensions entre bien-être et engagement civique », *L'Economie politique*, vol.39, n°3, 2008, p. 7-20.

Quel est l'impact de la culture de la consommation sur le bien-être des personnes et leur culture citoyenne ? Ce débat tend à s'enfermer dans un face-à-face entre deux points de vue contraires et irréductibles. La première approche insiste sur la dimension pathologique de la société d'abondance. Dans ce contexte, on considère que l'émergence, ces dernières décennies, d'une société très riche en produits et en marchandises - et de ce fait, très séduisante -, ainsi que d'un mode de vie hyperconsommateur, a eu des effets préjudiciables dans les domaines psychologique, civique et environnemental. Certains ont alors définitivement opposé les notions de richesse et de bien-être sur la base d'un certain nombre d'indicateurs, tels que le bonheur individuel ou encore l'augmentation des cas de pathologie mentale et du nombre de divorces. [...] La seconde approche est fondée sur un postulat tout à fait différent, illustré, au Royaume-Uni, par les récentes réformes des services publics. Selon ce point de vue, le choix offert aux individus est une source de responsabilisation et de renouveau démocratique. Les tenants de cette thèse considèrent que l'Etat-providence a laissé la place à une société d'abondance qui nous rend plus individualistes, plus informés et plus exigeants. Dès lors, les démocraties doivent s'adapter. Et, au lieu de traiter le citoyen comme un « client » passif, les services publics doivent le considérer comme un consommateur actif et informé [...].

Depuis une vingtaine d'années, la consommation et l'offre de choix multiples sont des vecteurs importants de projets politiques de renforcement du bien-être des citoyens, de leur pouvoir, et d'une éthique sociale locale et internationale. Cela va de réformes « utilitaristes » des services publics jusqu'aux mouvements en faveur d'un commerce équitable et d'une consommation responsable. Dans le contexte du débat public, il conviendrait d'ailleurs de reconnaître que cet appel à la responsabilité du consommateur n'est pas un phénomène totalement nouveau. [...] Tous ces exemples passés et présents, montrent également qu'il est dangereux de considérer le « consommateur » comme un être monolithique ou un pratiquant politique limité. Il est absurde de rejeter totalement le consommateur et l'univers du choix commercial comme les symboles d'un matérialisme égoïste. Mais il serait peu sensé, également, d'idéaliser ces incarnations de la consommation et d'y voir une sorte de « prêt-à-porter » politique, adaptable à toutes les situations. Dans leur vie quotidienne, les citoyens - passés ou actuels - s'efforcent de renforcer leur bien-être par divers moyens et formes d'engagement. Le choix et la responsabilisation du consommateur peuvent être considérés comme souhaitables et appropriés dans certains contextes, mais non pas dans d'autres situations. Pour faire progresser l'engagement citoyen, toute stratégie de renforcement du bien-être doit reconnaître aussi bien le potentiel positif que les limites de l'univers de la multiplicité commerciale.